



DROIT au Logement Pour Tous !

MANIF LOGEMENT SAMEDI 10 MARS **à l'appel de la plate-forme logement des mouvements sociaux** **14 h 30 – Place de La Bastille**

Le 15 mars sonne le retour des expulsions, l'angoisse pour des dizaines de milliers de familles d'être jetées à la rue. Depuis 10 ans, le nombre d'expulsions a doublé, comme le nombre de sans-abris, à mesure que les loyers et l'immobilier flambent, que la précarité, les bas salaires et le chômage s'étendent. Au même moment les charges locatives, le coût de l'énergie, des transports, des soins, et des produits alimentaires augmentent.

Les choix du gouvernement Fillon/Sarkozy ont accéléré le désengagement de l'état dans la construction de logements sociaux, multipliant les cadeaux pour les plus riches (loi Scellier...) Le bilan de ce quinquennat, a été d'encourager le logement cher. C'est le racket des couches populaires : jeunes, salarié-e-s, précaires, mères isolées, migrants, retraités, handicapés ...

A quelques semaines des élections, la crise du logement s'aggrave. Beaucoup ont peur de se retrouver un jour à la rue. **Ce n'est pas une fatalité !** Le logement prend place dans la campagne électorale poussé par le mouvement social et revendicatif. Tous ensemble : on peut gagner : le projet de loi interdisant de vivre dans un camping plus de trois mois a été abandonné, un projet de loi pour encadrer les loyers a été adopté au Sénat ...

Malgré son agitation et sa volonté de cacher son bilan, Sarkozy est responsable de la situation. Il porte à la fois le poids d'une « *France des propriétaires* » qui n'a réussi qu'à accroître les disparités patrimoniales au profit des plus riches et son refus idéologique d'encadrement des loyers pourtant plébiscité par la population (86% des sondés selon toutes les enquêtes d'opinion) et déjà mis en œuvre dans des pays européens . Dans leur très grande majorité, nos concitoyens veulent du logement social, pour eux, pour leurs enfants.

La CGT appelle à participer à la manifestation du samedi 10 mars aux côtés d'associations, d'autres organisations syndicales et de partis politiques, pour dénoncer les choix du gouvernement et promouvoir une réelle politique du logement.

Ensemble exigeons :

L'ARRÊT DES EXPULSIONS ! Application et amélioration de la loi DALO, de la loi de réquisition, de l'obligation d'accueil inconditionnel des sans-logis, jusqu'au relogement. !

BAISSE DES LOYERS ET REFUS DE LA PRECARITE ENERGETIQUE

RÉALISATION MASSIVE DE HLM ! 150 à 200 000 par an adaptés et accessibles

UN LOGEMENT C'EST UN DROIT ! Abrogation des lois qui précarisent les locataires, relogement des habitants de taudis, toxiques (saturnisme), de bidonville ; des droits pour les habitants de camping, de foyers, d'habitat hors norme et/ou choisi ; soutien à l'habitat coopératif,

CREATION D'UN SERVICE PUBLIC DE L'HABITAT ET DU LOGEMENT !